

Bruxelles, le 17 mars 2016

A l'attention de :
M. Didier Reynders, Ministre des Affaires étrangères et européennes
M. Adrien Théâtre, Directeur Amérique latine & Caraïbes
M. Filip David, Directeur Relations extérieures de l'UE à la DGE
Mme Noëlla Put, Direction Amérique centrale

Monsieur le Ministre,

Madame, Messieurs,

Comme vous le savez, le 3 mars dernier, **Berta Caceres**, dirigeante du Conseil citoyen des peuples indigènes du Honduras (COPINH) a été assassinée dans sa maison. Elle était connue pour son engagement de longue date pour les droits des Lemca – peuple amérindien majoritaire au Honduras - et leur opposition aux projets de grands barrages. Depuis longtemps, Berta Caceres était menacée, au point que la Commission inter-américaine des droits de l'Homme avait recommandé au Honduras de mettre en place des mesures de sécurité afin de garantir sa protection. Le projet hydroélectrique Agua Zarca contre lequel se mobilisaient les communautés Lemca et Berta Caceres a reçu l'appui financier de fonds nationaux et internationaux, notamment européens, dont la Dutch development bank FMO et Finnfund de Finlande. Voith Hydro, une joint-venture entre Voith et Siemens (les deux basés en Allemagne) est également compromise dans le projet en tant que fournisseur d'équipement. Nous apprenons ce mardi 15 mars l'assassinat de **Nelson Garcia** qui appartenait à la même organisation que Berta Caceres et qui fait suite à de nombreuses menaces, arrestations, tentatives d'assassinats à l'encontre d'organisation sociales.

Suite aux nombreuses mobilisations au Honduras et dans le monde qu'ont provoqué leurs disparitions, Finnfund (Finlande) et FMO (Pays-Bas) ont décidé de suspendre leurs activités au Honduras¹ et donc leurs financements au projet de barrage hydroélectrique Agua Zarca, auquel s'opposaient la COPINH et les communautés Lemca affectées par ce projet. Cela doit pousser les autorités européennes à réguler les activités et investissements des entreprises européennes en Amérique centrale et dans le reste du monde, afin qu'elles respectent les droits humains et spécifiquement celui des personnes affectées, notamment des populations indigènes.

Par ailleurs, l'unique témoin de l'assassinat et lui aussi blessé lors de l'agression, l'écologiste et journaliste Mexicain **Gustavo Castro Soto**, est retenu pour 30 jours par la justice hondurienne, ce qui représente un grand danger pour sa vie, dans un des pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement, selon l'ONG Global Witness qui y dénombre 109 assassinats de personnes s'opposant aux barrages, mégaprojets miniers ou agricoles entre 2012 et 2015.

En tant que membres belges du réseau européen CIFCA travaillant pour la coopération et les droits humains avec l'Amérique centrale et le Mexique (<http://www.cifcaeu.org/>), nous sommes profondément affectés par ces assassinats et inquiets pour l'intégrité de Gustavo Castro Soto.

Veillez trouver en annexe une lettre ouverte signée par 120 organisations de défense des droits humains, de coopération, de comités de solidarités, adressé à la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Mogherini et à la Commissaire européenne au

¹ <https://www.fmo.nl/k/n1771/news/view/28133/20819/fmo-suspends-all-activities-in-honduras-effective-immediately.html>

Commerce, Mme Malmström, reprenant l'ensemble des demandes et recommandations concernant ces tragiques évènements.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous prendrez à la présente.

Broederlijk Delen – CNCD-11.11.11 – Entraide et Fraternité – Oxfam Solidariteit/Solidarité - Réseau Européen des Comités Oscar Romero - Wereldsolidariteit/Solidarité Mondiale

